



Déclaration liminaire

CDEN 1^{er} degré du 12 février 2019

À l'heure où s'entament les débats sur la loi « École de la confiance » au Parlement, nous, parents, restons inquiets sur l'avenir de notre école.

De CDEN en CDEN, les constats semblent empirer ; effectifs à la hausse, manque d'Atsem, récurrence des situations de non-remplacements, personnel accompagnant mal formé, violence dans les cours de récréation...

En Haute-Garonne, nous le savons, la hausse démographique n'est pas accompagnée par des moyens suffisants. Nos écoles sont à bout de souffle, puiser dans le dispositif « plus de maîtres que de classes » pour amortir les dédoublements en REP et REP+ au détriment des autres classes est inéquitable. Suspendre les formations d'enseignants pour ne pas répondre au final aux besoins de remplacements suggère un pilotage à vue des ressources humaines en lieu et place d'une véritable politique de gestion de ces ressources.

Alors qu'un grand débat national a été initié par le Gouvernement, force est de constater que la culture et l'éducation en sont totalement absents. Or de quoi avons-nous besoin pour former les citoyens de demain ?

L'éducation sacrifiée sur l'autel de l'économie ? Que dire de l'amendement créant des établissements publics des savoirs fondamentaux proposé dans la loi en discussion, amendement présenté une fois de plus sans consultation préalable des corps intermédiaires.

Certes, la FCPE a longtemps appelé de ses vœux une école du socle commun, véritable espace de concertation et de travail en commun. Elle devait permettre une continuité pédagogique et éducative et une meilleure articulation entre la scolarité à l'école et au collège. Mais cet amendement oublie une fois encore d'inclure la nécessaire concertation de la communauté éducative dans sa rédaction, alors même que des expérimentations sont en cours et que les directeurs des écoles discutent actuellement de leur statut avec le ministère ; il s'inscrit dans la continuité de la réforme des lycées, sur le fond et sur la forme.

Enfin, nous nous inquiétons du projet de « pré-recrutement » d'étudiants de L2 à M1 pour assurer des remplacements éventuels d'enseignants. Alors qu'il nous semble indispensable au contraire d'avoir des enseignants hautement qualifiés eu égard aux missions qui leur sont confiées. Accompagner aux devoirs pourquoi pas, prendre en charge une classe, ne serait-ce qu'une heure serait irresponsable.

Autant dire que nous nous éloignons d'une rentrée sereine.

« L'Étudiant n'est pas un vase qu'on remplit, mais un feu qu'on allume »
Montaigne

